

avril 2017

Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen- Orient

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

ISABELLE FACON

Sommaire

INTRODUCTION	3
1 – LE « RETOUR » RUSSE EN ZONE AFRIQUE DU NORD – MOYEN-ORIENT : DES MOTIVATIONS MULTIPLES.....	5
1.1 – Réaffirmer la Russie comme puissance à vocation globale dans un contexte international « post-occidental »	5
1.2 – Des enjeux de sécurité et de stabilité.....	8
1.3 – La zone Afrique du Nord / Moyen-Orient et « l'économisation » de la politique extérieure russe.....	10
1.3.1 – Energie : des ambitions plus politiques qu'économiques ?	12
1.3.2 – Armement : l'effort infatigable de reconquête	14
2 – LES NOUVEAUX LEVIERS DE LA RUSSIE.....	17
2.1 – La mobilisation dosée des outils militaires	17
2.2 – Le jeu multivectoriel de la Russie.....	20
2.3 – Bilan et perspectives début 2017	22

INTRODUCTION

En recevant successivement en mars 2017 le Premier ministre israélien Netanyahu (pour sa cinquième visite en dix-mois), le président turc Erdogan et le président iranien Rohani, Moscou illustre son poids nouveau au Moyen-Orient, une réalité qui désormais semble devoir s'ancrer dans un temps long. Son implication dans le jeu libyen, et en particulier son soutien au « maréchal » Haftar, va dans le même sens.

Cette nouvelle configuration tranche avec celle des années 1990, marquées par un affaiblissement notable de l'empreinte russe dans l'ensemble de la zone considérée. Comme l'explique le chercheur russe Alekseï Malachenko, la Russie s'était alors « *abstenue d'entreprises indépendantes dans la politique proche-orientale, laissant complètement l'initiative aux partenaires américains et européens* »¹. D'une part, la profonde crise financière et économique qu'elle traversait privait sa diplomatie de moyens d'action significatifs, ce qui l'amena à prioriser quelques orientations dont ne faisait pas partie la zone Afrique du Nord/Moyen-Orient (républiques ex-soviétiques, monde euro-atlantique et Chine). Cela marquait une rupture considérable avec la posture soviétique durant la Guerre froide, quand l'URSS promouvait activement dans la région, à partir du milieu des années 1950, son influence idéologique, économique et militaire. La zone était d'autant plus importante aux yeux de l'URSS qu'elle se trouvait à proximité directe de ses frontières. La disparition de la dimension idéologique dans la conduite de la politique étrangère russe avait en outre amenuisé l'intérêt de certains partenariats traditionnels au Moyen-Orient, et l'importance désormais attachée au développement d'un « partenariat stratégique » avec les pays occidentaux dictait « *une prudence extrême, voire une distance, par rapport au conflit israélo-palestinien et aux autres conflits et sources de tension du Moyen-Orient* »².

Dès que la Russie a renoué avec une relative santé économique, vers le milieu des années 2000, elle a travaillé à relancer sa présence régionale³, selon des modalités conformes à la nouvelle tonalité de sa politique extérieure – affirmation d'approches russes propres sur les grands dossiers de sécurité internationaux, avec en arrière-plan une ferme volonté de marquer l'indépendance à l'égard de Washington (dont les Russes considèrent que l'image a été écornée par la guerre d'Irak et ses suites), promotion active de ses intérêts commerciaux (on parlera alors « d'économisation » de la politique extérieure

¹ « Faktor islama v rossiïskoï vnechneï politike » [Le facteur islam dans la politique étrangère russe], *Rossia v global'noi politike*, n° 2, mars-avril 2007 (www.globalaffairs.ru).

² Andrej Kreutz, *Russia in the Middle East, Friend or Foe?*, Praeger Security International, 2007, p. 4.

³ Pour certains pays, les premières approches avaient commencé dès la fin des années 1990 – Algérie, Libye, Tunisie... De fait, la direction du ministère des Affaires étrangères a été reprise en 1996 par Evgenii Primakov, un orientaliste de formation, ce qui influença clairement le cours de la diplomatie russe dans le sens d'un alignement moins marqué sur les politiques occidentales et un souci de diversification des vecteurs, même si le manque de moyens continuait à peser sur les grandes dynamiques.

russe), articulation d'une « diplomatie de l'énergie », soutien aux exportations d'armement comme vitrine technologique de la Russie... Si l'activisme russe est plus visible sur le front moyen-oriental, Moscou redéploie aussi ses intérêts dans le Maghreb. En tout état de cause, la Russie aborde le Maghreb et le Machrek dans une logique de continuum géographique⁴. En 2005, elle obtient un statut d'observateur au sein de l'Organisation de la coopération islamique.

Les printemps arabes ont « bousculé » la teneur de ce réengagement russe dans la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient, qui, pour être volontaire, n'en était pas moins très progressif (et sans réalisations spectaculaires). Moscou, plutôt réservée dans sa réaction aux révolutions, aura montré sa préférence pour le maintien du *statu quo* et des pouvoirs « légitimes » (indépendamment de la nature des régimes), considérant que là résidait la clef de la stabilité. Cette attitude s'inscrit dans la continuité du rejet par Moscou de ce qu'elle voit comme la propension des pays occidentaux à soutenir des changements de régime (Serbie 1999, Irak 2003, révolution des roses en Géorgie 2003, révolution orange en Ukraine 2004), en s'appuyant parfois sur la force. Cela explique la récurrence des appels des autorités russes à la non-ingérence extérieure dans les révolutions arabes. La réaction des Russes s'explique aussi par la crainte d'une expansion de l'instabilité politique moyen-orientale. Les autorités russes ont d'ailleurs d'emblée déclaré leur inquiétude quant à la possibilité que les révolutions puissent profiter principalement aux islamistes. La posture conservatrice de la Russie sur les printemps arabes aura été diversement accueillie à l'échelle régionale. Le régime algérien l'a appréciée, ce qui, selon certains experts, aurait contribué à faciliter le développement des projets de coopération Sonatrach-Gazprom⁵. En revanche, le soutien de figures clés du gouvernement russe à Mouammar Kadhafi sera long à faire oublier à Tripoli.

En tout état de cause, après l'érosion de ses positions en Irak du fait de la guerre de 2003, la Russie est déterminée à prévenir la répétition de scénarios de *regime change* dans deux autres pays qu'elle considère comme des points d'appui importants dans sa stratégie de retour au Moyen-Orient – la Libye et la Syrie. L'intervention de l'OTAN en Libye et l'élimination de Mouammar Kadhafi expliquent en grande partie l'obstruction de Moscou sur le dossier syrien par la suite⁶. Quand, en effet, plusieurs capitales occidentales avancent qu'il ne saurait y avoir de solution politique au conflit intra-syrien avec le président Assad, la Russie en déduit que la Syrie sera la prochaine sur la liste du *regime change*, ce qui menace de la priver de l'un de ses alliés – sinon le principal et en tout cas

⁴ Abdallah Saaf, *La Russie et le Maghreb*, Research Paper, OCP Policy Center, juin 2016, p. 7.

⁵ Tobias Schumacher, Cristian Nitoiu, « Russia's Foreign Policy Towards North Africa in the Wake of the Arab Spring », *Mediterranean Politics*, vol. 20, n° 1, 2015.
Voir aussi : <http://www.gazprom-international.com/en/operations/country/algeria>.

⁶ La Russie, alors sous présidence Medvedev, avait fait le choix de s'abstenir lors du vote au Conseil de sécurité de la résolution 1973 du 17 mars 2011 autorisant une opération de l'OTAN. Le Premier ministre Poutine avait fait part de son désaccord avec cette décision.

le plus stable – dans la région. Cela permet à des experts russes d'affirmer que le sauvetage du régime syrien l'emporte sur toutes les autres considérations qui sous-tendent la ligne du Kremlin sur la Syrie : quand Moscou justifie son intervention militaire en Syrie par des enjeux touchant à la stabilité dans la région, « *c'est un mensonge. La Russie soutient Bashar Al-Assad avant tout !* »⁷.

Un autre paramètre d'analyse du jeu d'influence russe dans la zone réside dans un élément de contexte : Moscou estime que le monde assiste à l'effondrement de l'ancien ordre régional, et que cela constitue une des manifestations de ce qu'elle perçoit, à tort ou à raison, comme la fin du « moment occidental » dans les relations internationales. Pour le Kremlin, cette nouvelle configuration constitue une opportunité, permettant d'accélérer la réinsertion de la Russie dans la zone. Si cette entreprise comporte aussi des risques, compte tenu de la fragilité de la situation et de la volatilité des équilibres politiques, cette réinsertion est aussi conçue par Moscou comme une nécessité dans le contexte du conflit en Ukraine, car il lui faut démontrer tous azimuts que la Russie n'est pas si isolée que l'Occident le dit.

I – Le « retour » russe en zone Afrique du Nord – Moyen-Orient : des motivations multiples

I.1 – Réaffirmer la Russie comme puissance à vocation globale dans un contexte international « post-occidental »⁸

En affirmant, dans une interview au magazine *The Economist*, que la Russie n'est « qu'une » puissance régionale (2014), le président Barack Obama a certainement « piqué » les autorités russes. De fait, la Russie sous Poutine n'a eu de cesse de revenir sur son reflux diplomatique de la décennie 1990 et de démontrer qu'elle a vocation à peser sur les grands dossiers internationaux en tant que puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité. Dans sa vision des choses, cela suppose de manifester une capacité à jouer un rôle dans les affaires moyen-orientales, qui mobilisent fortement l'attention de la communauté internationale : « *ceux qui ont des positions fortes dans cette région auront des positions fortes dans le monde* », résume Fiodor Loukianov, politologue

⁷ A. Malashenko, chercheur senior au Centre Carnegie de Moscou, cité in Manon-Nour Tannous, « Le projet de règlement russe en Syrie », table ronde n° 4, Observatoire Arc de crise DGRIS/FRS, 27 juillet 2016, p. 6. Lors de ce séminaire, un autre intervenant russe, Yury Barmin, explique qu'« *en bombardant les rebelles modérés, Moscou veut montrer où sont ses priorités : si vous n'êtes pas prêts à parler avec Assad, vous êtes pour nous des extrémistes, même si vous êtes laïcs* ».

⁸ Pour reprendre l'expression de Sergeï Lavrov dans son intervention à la conférence de sécurité de Munich, 18 février 2017.

russe réputé proche des cercles du pouvoir⁹. Dans ce contexte, la Russie n'a pas hésité à utiliser un discours dénonçant la responsabilité morale de l'Occident dans la situation actuelle au Moyen-Orient (dont l'allocution de Vladimir Poutine à l'AG de l'ONU en septembre 2015 constitue une incarnation parfaite¹⁰), destiné à renforcer sa propre autorité à jouer un rôle de premier plan dans le règlement des crises au Moyen-Orient. En tout état de cause, l'après-printemps arabes a offert un terrain particulièrement favorable pour la réalisation des ambitions russes – les États-Unis donnant le sentiment d'un moindre engagement, les Européens d'être dans la confusion, ne serait-ce que du fait des difficultés internes à l'UE. Un facteur supplémentaire et connexe de « l'activisme moyen-oriental » de la Russie réside dans ses problématiques internes, qui voient le Kremlin rechercher dans des succès extérieurs et l'image d'une Russie puissance au cœur des enjeux internationaux une compensation des blocages internes, notamment économiques¹¹.

Avant les printemps arabes, beaucoup des anciennes relations bâties du temps de l'URSS, même les plus fortes (Syrie, Libye, Égypte, Algérie), étaient loin d'avoir recouvré leur niveau d'antan. En outre, les révolutions avaient compromis certaines des avancées que Moscou avait réalisées depuis les années 2000. Du coup, la guerre en Syrie a constitué un champ de démonstration de la nouvelle importance régionale de la Russie. Il semble d'ailleurs probable qu'il y ait, dans les motivations de la Fédération de Russie, une dimension de revanche à l'égard des pays occidentaux, dont les interventions militaires ont, dans la vision russe des choses, privé Moscou de partenaires régionaux traditionnels (Saddam Hussein) ou potentiels (Mouammar Kadhafi). La Russie entend aujourd'hui compenser ces pertes géopolitiques – réelles ou fantasmées – par son retour dans la zone, porté par son implication dans le dossier syrien. Cet élément n'est certainement pas absent de l'actuelle ligne russe sur la Libye, dossier sur lequel Moscou tient un discours très similaire à celui qu'elle a développé sur la Syrie depuis 2011 : « *C'est indéniablement aux Libyens eux-mêmes de déterminer les personnalités qui dirigent le pays. Cela ne devrait pas et ne peut pas être imaginé ou imposé par des acteurs extérieurs* », explique ainsi Vladimir Chizhov, ambassadeur russe auprès de l'UE¹².

L'ambition de Moscou de se réimposer comme puissance incontournable au Moyen-Orient s'était manifestée de diverses manières avant le début de l'intervention des forces russes en Syrie en septembre 2015, et continue de se manifester au-delà du dossier syrien : contribution de la Russie aux négociations sur le dossier nucléaire iranien, accord avec les États-Unis sur l'élimination des armes chimiques en Syrie (septembre 2013), mise en avant par Moscou de sa présence au sein du Quartet, initiatives sur le conflit

⁹ « In the Middle East, Russia is Reasserting Its Power », *The Economist*, 25 mars 2017.

¹⁰ Discours complet sur : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/50385>

¹¹ Intervention d'Alexey Malashenko, in M.-N. Tannous, *op. cit.*, p. 5.

¹² Jacopo Barigazzi, David M. Herszenhorn, « Russia's 'Crescent of Instability' Spreads West », www.politico.eu, 2 avril 2017.

israélo-palestinien (visant probablement à pousser l'idée qu'un parrainage exclusivement américain des processus de négociation n'est plus une option compte tenu des évolutions à Washington¹³), etc.

Le dossier syrien a en tout cas permis à la Russie d'imposer à Washington une interaction sur la base de la parité, un objectif clef de la diplomatie russe au Moyen-Orient comme ailleurs. Ainsi, lorsque la Russie engage sa campagne militaire en Syrie, elle entend, outre sauver Bachar Al-Assad, en très mauvaise posture, s'imposer comme « copatron », avec les États-Unis, des négociations intra-syriennes et concevoir un plan de paix parrainé par les deux pays¹⁴. Le dernier volet du « plan Syrie » de Moscou visait alors à former une vaste coalition Russie/États-Unis/pays européens/puissances régionales (Iran, Irak, Syrie) contre l'État islamique – ce qui aurait dû aider à dégeler les rapports entre la Russie et les pays occidentaux sur la « base d'égal à égal », ce que ne cesse de revendiquer le Kremlin. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre des officiels russes ou des politologues proches du pouvoir souligner que la Russie et les États-Unis ont des intérêts communs « dans de nombreuses crises régionales et zones d'instabilité », dont la Syrie, la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan (que les Russes rattachent volontiers à la zone ici considérée)¹⁵. De la même manière, et dans le même ordre d'idées, lorsque la Russie travaille à renforcer sa présence en Afrique du Nord, elle escompte que cela puisse lui ouvrir des opportunités d'interaction et de dialogue avec un certain nombre de pays européens, intéressés à l'évolution de la situation dans cette région. C'est là certainement l'un des moteurs de son positionnement actuel en Libye.

Plus largement, la politique russe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient reflète les options que déploie le Kremlin dans ce qu'il voit comme un environnement international appelé à subir d'importantes mutations du fait du déclin réel ou présumé – et en tout cas souhaité – du *leadership* occidental. La Russie se plaît ainsi à raccrocher des puissances régionales à certaines des organisations qu'elle met en avant pour conforter l'idée de la multipolarisation grandissante du monde – et de l'importance de son propre rôle dans cette évolution. De ce point de vue, l'intérêt manifesté par la Turquie pour l'Organisation de coopération de Shanghai¹⁶ ou la possibilité que l'Iran (membre observateur)

¹³ Voir Shlomi Eldar, « The Putin-Trump Era of Middle East Negotiations », *Al Monitor*, 7 mars 2017. A la mi-janvier 2017, la Russie a organisé une réunion à Moscou entre factions palestiniennes. Un chercheur de l'Institut français du Proche-Orient, Xavier Guignard, relèvera à cette occasion qu'indépendamment des avancées que cette initiative apportera ou non, elle montre « un profond changement dans la région : les différents acteurs estiment qu'on peut faire quelque chose avec les Russes et qu'on n'est plus obligé de faire avec les autres » (cité in Nicolas Falez, Guilhem Delteil, « A Moscou, le Hamas et le Fatah relancent la réconciliation », RFI, 18 janvier 2017).

¹⁴ Dmitri Trenin, « Russia in the Middle East: Moscow's Objectives, Priorities, and Policy Drivers », *Task Force on U.S. Policy Toward Russia, Ukraine, and Eurasia project*, White Paper, 5 avril 2016.

¹⁵ « Igor Ivanov: Russia-U.S. Cooperation: If Not Today, It Will Come Tomorrow », Russian International Affairs Council, 24 mars 2017. Igor Ivanov occupait le poste de ministre des Affaires étrangères avant Sergeï Lavrov.

¹⁶ « Ankara pourrait adhérer à l'organisation de Shanghai », *Le Figaro / AFP*, 20 novembre 2016. La Turquie est pour l'instant « partenaire de dialogue » de l'OCS.

rejoigne cette dernière en tant que membre à part entière, constituent des points d'appui utiles¹⁷. Il en va de même pour le rapprochement annoncé entre l'Égypte d'Abdel Fattah Al-Sissi et l'Union économique eurasiatique. Par ailleurs, consciente de la fragilité de sa revendication à peser globalement compte tenu de ses faiblesses intrinsèques, la Russie recherche – au Moyen-Orient comme ailleurs – de nouveaux partenariats avec des puissances régionales susceptibles d'amplifier sa visibilité et sa crédibilité internationales – Iran, Israël, Égypte, Maroc...

1.2 – Des enjeux de sécurité et de stabilité

Par son intervention militaire en Syrie, la Russie souhaite aussi crédibiliser l'idée de la force de son engagement dans la lutte contre le terrorisme international. Le point est important parce qu'il s'agit, à ses yeux, d'un thème fédérateur à l'échelle globale. Dans ses calculs, ce fait peut d'une part améliorer son image internationale, d'autre part constituer un enjeu sur lequel les divergences avec l'Occident pourraient être gommées et/ou sur la base duquel elle pourrait développer des partenariats nouveaux dans différentes régions du monde.

Cependant, cette tendance à l'instrumentalisation ne doit pas masquer une autre motivation forte du réengagement de la Russie en zone Afrique du Nord / Moyen-Orient. Il traduit la volonté de Moscou d'avoir une prise sur la situation dans une zone dont, dans sa lecture des choses, l'instabilité intrinsèque a explosé du fait de l'effondrement des structures étatiques dans beaucoup de pays (Irak, Yémen, Libye, Syrie). Dans la perspective russe, des structures étatiques fortes sont les seules à même de contenir les défis à la stabilité de la région, notamment la montée en puissance d'un islam militant. Vu de Moscou, les expériences occidentales en Irak et en Afghanistan auraient dû être prises en compte, car elles ont montré la vanité des « tentatives d'imposer la démocratie à des pays islamiques », tentatives qui ont débouché sur « des États faillis plutôt que sur la démocratie »¹⁸. D'où la préférence de la Russie pour le maintien du *statu quo* exprimé au moment des printemps arabes, dont elle a d'emblée prédit qu'ils feraient le jeu de forces islamistes. En bref, « pour Poutine, Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Bachar Al-Assad val[ai]ent mieux ... que l'Islam radical »¹⁹. Les autorités russes (y compris Poutine lui-même) exprimèrent leur préoccupation lors de l'arrivée des Frères musulmans au pouvoir en Égypte, ce qui donna lieu au rejet d'une demande égyptienne d'un prêt de plus

¹⁷ Le spécialiste russe du Moyen-Orient, Yury Barmin, explique que l'Iran, au lendemain de la signature de l'accord sur le nucléaire, aurait insisté pour que la Russie apporte son aide en Syrie en échange d'un engagement à « ne pas opérer un tournant trop radical vers l'Occident » (M.-N. Tannous, *op. cit.*, p. 7).

¹⁸ Propos de Mikhail Margelov, président de la commission des affaires étrangères de la Douma, transcription de sa conférence à Chatham House, « Russia's Vision for the Middle East and North Africa », 10 décembre 2013. M. Margelov a servi de médiateur dans le conflit intra-libyen entre Benghazi et Tripoli, et a été le représentant spécial de V. Poutine pour la coopération avec les pays africains.

¹⁹ A. Malashenko, in M.-N. Tannous, *op. cit.*, p. 6.

de 2 milliards de dollars²⁰. Elles misent aujourd'hui sur le général Sissi, qu'elles considèrent capable d'apporter la stabilité à l'Égypte et en tout cas de canaliser l'influence des Frères musulmans²¹. De fait, la Russie « est au premier rang de l'obsession anti-islamiste. Pour de bonnes et de mauvaises raisons, qui tiennent à son héritage (l'empire longuement gagné au Caucase, qui se traduit par la présence sur le territoire de la Fédération de 25 millions de musulmans), et à son présent (les dernières guerres du Nord-Caucase, le terrorisme dans plusieurs villes russes) »²².

Le problème, vu de Russie, est que l'instabilité régionale est susceptible de déborder la zone. Or, pour Moscou, « le Moyen-Orient est plutôt proche »²³ : elle perçoit qu'il existe un continuum de sécurité entre la situation au Proche et Moyen-Orient et celle de son « sud », qu'il s'agisse de ses propres territoires méridionaux, ou bien du Caucase du Sud et de l'Asie centrale. L'allégeance affichée de militants islamistes dans le Caucase du Nord à l'État islamique²⁴, la présence de ressortissants russes et centrasiatiques (plusieurs milliers) dans ses rangs, alimentent évidemment cette préoccupation, à laquelle a pu contribuer le soutien saoudien à des groupes dans le Caucase du Nord et en Asie centrale, porteur, vu de Moscou et des autorités centrasiatiques, d'un risque d'expansion de l'idéologie wahhabite. En intervenant vigoureusement en Syrie aux côtés du président Assad, la Russie vise d'ailleurs à se crédibiliser auprès des régimes autoritaires d'Asie centrale, également préoccupés par le danger islamiste – une manière comme une autre de les maintenir dans son orbite géopolitique.

En particulier depuis la guerre d'Irak, la Russie cherche donc, à travers une action diplomatique plus « musclée » au Moyen-Orient, à se doter de plus grandes capacités de compréhension mais aussi d'influence sur des phénomènes susceptibles d'avoir un impact dans son voisinage méridional et sur son propre territoire. Son dialogue compliqué mais stable avec l'Arabie saoudite s'inscrit dans cette perspective. Son approche intègre d'ailleurs son inquiétude quant à « l'hypertrophie du rôle des monarchies du Golfe au Moyen-Orient, disproportionné au regard de l'histoire régionale et de la démographie » qu'a suscité l'effondrement des républiques arabes (Irak, Égypte, Syrie)²⁵.

L'activité actuelle de la Russie en Libye s'explique en partie par son souci d'éviter l'éclatement du pays, dont elle anticipe qu'il bénéficierait aux islamistes (il ne faut pas que le territoire de la Libye devienne « un bouillon de culture pour le plancton terroriste », a déclaré

²⁰ T. Schumacher, C. Nitoiu, *op. cit.*

²¹ D. Trenin, *op. cit.*

²² Dominique David, « Vivre avec la Russie », *Politique étrangère*, n° 1, 2017, p. 63.

²³ Dmitriï Trenin cité in « In the Middle East, Russia is Reasserting Its Power », *op. cit.*

²⁴ D. Trenin, *op. cit.*

²⁵ Igor Delanoë, intervention lors de la conférence « Les relations extérieures de la Russie », Université Nice-Sophia Antipolis, 16 mars 2017.

le porte-parole de Vladimir Poutine²⁶). C'est l'une des raisons pour lesquelles la Russie, tout en reconnaissant officiellement l'autorité du gouvernement d'union nationale, affaibli, soutient le « maréchal » Khalifa Haftar, dont elle juge qu'il a fait ses preuves dans la lutte contre les djihadistes. (L'une des raisons, car il s'agit évidemment aussi de se positionner au mieux pour l'avenir – notamment pour l'exploitation des ressources pétrolières – et de récupérer un point d'influence supplémentaire en Méditerranée... le tout en soulignant l'impuissance des pays occidentaux à peser sur la situation et en espérant se doter de leviers sur les Européens, voir *infra*²⁷).

D'une manière générale, les relations de la Russie avec beaucoup de pays de la région intègrent des coopérations plus ou moins poussées en matière de lutte contre le terrorisme, sur lesquelles on dispose de peu d'information : elles sont mentionnées, notamment, pour l'Algérie (soutien à la formation des forces contre-terroristes), la Tunisie, Israël, l'Égypte, l'Iran...

Il est difficile de dire dans quelle mesure, la Russie intègre, dans ses positions dans la région, l'existence d'une forte communauté musulmane russe (25 à 30 millions de personnes). Cette prise en compte explique en partie son souci d'éviter d'être identifiée comme participant à la formation réelle ou supposée d'un axe chiite anti-sunnite, ce à quoi pourraient contribuer ses liens avec l'Iran, le Hezbollah et la Syrie. Dans ce cadre, le dialogue, même difficile, avec l'Arabie saoudite, la Turquie ou encore le gouvernement égyptien (et les ventes d'armes à ce dernier, voir *infra*) constitue un contre-feu utile. A ce sujet, les spécialistes russes ne convergent cependant pas pleinement. Certains soulignent que des ressortissants du Caucase russe se rendent au Moyen-Orient pour lutter contre « l'agression chiite soutenue par la Russie », tandis que d'autres relativisent en disant que la Russie n'est pas très exposée aux divisions sunnites-chiites et que donc l'alignement perçu de la Russie sur les chiites n'a pas de réel impact²⁸.

1.3 – La zone Afrique du Nord / Moyen-Orient et « l'économisation » de la politique extérieure russe

A partir des années 2000, le Kremlin s'attache à mieux relier la diplomatie et l'économie, les deux devant se servir mutuellement. L'effort de la Russie pour développer ses intérêts économiques dans la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient constitue aussi bien une conséquence de « l'économisation » de sa politique extérieure qu'une démarche de

²⁶ « Libye : la Russie a-t-elle déployé des forces spéciales en Égypte ? », RFI, 15 mars 2017.

²⁷ Sergeï Lavrov a ainsi affirmé que « *les Italiens sont trop faibles pour faire quelque chose, la France aussi* » (Isabelle Mandraud, Frédéric Bobin, « La Russie joue un rôle croissant en Libye », *Le Monde*, 21 janvier 2017). Voir aussi, sur les préoccupations que suscite en Europe ce « rôle croissant » de la Russie : J. Bariggazzi, D. M. Herszenhorn, *op. cit.*

²⁸ M.-N. Tannous, *op. cit.*, p. 14, p. 16.

renforcement de son influence politique régionale via le facteur économique. En tout état de cause, dans les années 2000, pratiquement aucune visite officielle de haut niveau menée dans le monde arabo-musulman n'aura négligé la dimension économique et commerciale²⁹. Un conseil d'affaires russo-arabe³⁰ a été constitué dès 2002 à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie russe et de l'Union générale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes ; des conseils d'affaire bilatéraux ont été établis sous son égide. En Afrique du Nord, en particulier, le réengagement russe a été dicté principalement par les intérêts économiques (pénétration des secteurs énergétiques et ventes d'armes en premier lieu...).

L'effacement de tout ou partie des dettes héritées de l'URSS (Syrie, Libye, Algérie, Irak...) procédait directement de la double logique précédemment mentionnée – renforcement de la dimension économique de la politique extérieure, affirmation de l'influence régionale russe par la pénétration économique. Il visait d'une part à lever un obstacle non négligeable à la reprise ou au développement des relations politiques avec les pays de la zone. Par ailleurs, les dispositifs de compensation partielle permettaient d'espérer que les pays concernés (re)deviennent des partenaires économiques de la Russie – participations d'entreprises russes dans des projets pétroliers ou d'infrastructures, promesses d'acquisitions de matériels auprès du complexe industriel de défense russe (voir *infra*), etc.

La progression des échanges commerciaux est très relative. En 2004, la Russie réalisait 6,6 % de son commerce extérieur avec le Moyen-Orient, en 2015 – 7 % (37 milliards de dollars)³¹. Au Moyen-Orient, les relations commerciales se réalisent à 80 % avec trois pays – Turquie, Iran, Israël. La dimension économique reste néanmoins importante dans l'affirmation de la Russie, qui recherche activement toutes les opportunités. Elle compte par exemple profiter de la levée des sanctions à l'encontre de l'Iran pour pousser ses intérêts. Lors de la rencontre Poutine-Rohani de mars 2017, les deux pays, dont les échanges commerciaux ont augmenté de plus de 70 % en 2016, ont signé des accords et protocoles d'accord sur différents domaines de coopération – énergie, électrification des chemins de fer...³² Il est également probable que la Russie espère que ses entreprises soient bien placées dans la liste de celles qui seront invitées à participer à la reconstruction de l'Irak, la Syrie ou la Libye une fois la stabilité recouvrée.

A *fortiori* dans le contexte des sanctions occidentales, Moscou s'attache à trouver des investissements et des financements étrangers provenant du plus grand nombre de

²⁹ Voir Igor Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, Les carnets de l'Observatoire, L'Inventaire, pp. 25-26.

³⁰ Voir le site du Conseil : <http://www.russarabbc.ru/>

³¹ I. Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, *op. cit.*, p. 27.

³² « Poutine reçoit Rohani : une rencontre et de vrais enjeux », *L'Orient-Le-Jour*, 30 mars 2017.

sources possibles. De ce point de vue, dans la région, elle mise sans doute sur les monarchies du Golfe³³, même si ses attentes à cet égard ne sont pas démesurées. En décembre 2016, Rosneft pouvait ainsi annoncer la vente de 19,5 % de son capital au négociant Glencore et au fonds souverain du Qatar. D'autres projets d'investissement sont à l'étude³⁴. La Russie recherche par ailleurs des coopérations technologiques pour l'aider à moderniser son tissu industriel. Ici, Israël fait figure de partenaire potentiel. On pense notamment aux coopérations qui ont eu lieu dans le passé dans le domaine des drones. Des experts russes des questions d'armement avancent que certains blocages technologiques dans l'industrie russe pourraient être dépassés ou atténués par des coopérations plus avancées avec les Israéliens. L'effort du gouvernement et des acteurs économiques russes s'est fait particulièrement actif dans deux des secteurs les plus porteurs de l'économie russe – l'énergie (y compris le nucléaire) et l'armement.

1.3.1 – Energie : des ambitions plus politiques qu'économiques ?

L'affirmation de Moscou au Moyen-Orient est liée aux ambitions de sa « diplomatie de l'énergie », très commentée dans les années 2000. Dans ce cadre, le jeu est évidemment rendu complexe par la concurrence de fait que représentent pour la Russie la plupart des pays de la zone, ce qui ne l'empêche pas de chercher à pénétrer le secteur des hydrocarbures de nombre de ces pays par des accords d'exploration et/ou d'exploitation. Dès 2005, plusieurs contrats sont signés avec la Syrie dans ce domaine. Les importants accords de ventes d'armes russo-algériens de 2006 (*voir infra*) étaient assortis de projets de coopération entre Loukoil, Gazprom et Sonatrach (GNL, exploration de champs pétroliers). Si ces projets n'ont pas initialement été suivis de grands effets, il semble que la donne ait évolué en 2014, quand Sonatrach a invité Gazprom à participer à un appel d'offres international pour l'exploration et le développement d'une trentaine de gisements sur le territoire de l'Algérie³⁵. La Russie a fait des offres de coopération à bon nombre d'autres pays de la région, dont l'Égypte, l'Iran, la Libye...

Cet aspect de la politique économique de la Russie en Afrique du Nord / Moyen-Orient revêt en fait une forte dimension politique du fait des tensions grandissantes avec l'Union européenne sur les enjeux de l'interdépendance gazière à partir du milieu des années 2000 (cf. en particulier les « crises du gaz » avec l'Ukraine). La Russie cherche manifestement à nouer des partenariats susceptibles de renforcer sa main dans sa relation énergétique avec l'UE. Par exemple, les accords signés entre Gazprom et la Libye avant la chute de M. Kadhafi ont été interprétés comme étant de nature à « créer des difficultés

³³ D. Trenin, *Ibid.*

³⁴ Pour de plus amples détails, voir I. Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, *op. cit.*, pp. 98-100.

³⁵ T. Schumacher, C. Nitou, *op. cit.*

pour l'Union européenne quant à son approvisionnement en gaz [car cela] pouvait peser lourdement sur l'une des alternatives de sources de gaz qu'est la Libye »³⁶. Il s'agit aussi de crédibiliser l'idée qu'une plus grande coordination entre pays producteurs de pétrole et de gaz est possible. La Russie s'est ainsi montrée particulièrement volontaire pour donner du poids au Forum des pays exportateurs de gaz (formé en 2001), qui comprend, outre la Russie, plusieurs pays de la zone Moyen-Orient / Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Emirats arabes unis, Qatar, Iran ; l'Irak et Oman sont observateurs).

Bien que par nature plus contrainte, la même démarche s'applique dans les relations avec les pays producteurs de pétrole. Moscou a intérêt à montrer au reste du monde que, bien qu'objectivement en concurrence sur les marchés mondiaux, la Russie et l'Arabie saoudite sont capables de dépasser leurs divergences (y compris politiques, par exemple sur la Syrie) pour peser sur les prix mondiaux du pétrole. L'année 2016 a été marquée par les efforts de la Russie, l'Arabie saoudite, le Qatar (et le Venezuela) pour s'entendre sur les niveaux de production. Fin novembre 2016, la Russie s'est engagée envers l'OPEP à baisser progressivement sa production de 300 000 barils/j sur six mois (COFACE). Cela étant, la situation à cet égard demeure très mitigée et fragile, montrant le caractère relatif des marges d'influence de la Russie sur la politique de ses concurrents. De fait, la crise liée à la chute des prix du pétrole que connaît actuellement la Russie découlait en bonne partie de la guerre des prix déclenchée à l'automne 2014 par l'Arabie saoudite, en partie en réponse à l'intention affichée de l'Iran de restaurer sa production de pétrole aux niveaux d'avant les sanctions³⁷. Cependant, pour la Russie, le rapprochement avec l'OPEP vise aussi, au-delà des aspects économiques, à « *fixer un nouveau cadre de coopération avec les pétromonarchies* » du Golfe³⁸.

Les autorités russes promeuvent également de façon très active leurs technologies nucléaires civiles dans la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient. Les conditions financières favorables montrent leur détermination à développer ces coopérations dans un domaine à forte portée symbolique et politique. Il s'agit de valoriser un des domaines d'excellence de l'industrie russe et compenser ainsi l'image d'économie de rente que conserve la Russie, mais aussi d'ancrer l'empreinte régionale russe dans un temps long. Des mémorandums et projets d'accords ont été signés avec pratiquement tous les pays de la zone³⁹. Moscou escompte de nouveaux contrats avec l'Iran ; deux nouveaux réacteurs sont d'ores et déjà en construction depuis septembre 2016 sur le site de Bushehr et deux autres devraient suivre. Un accord intergouvernemental a été signé entre la Russie et l'Égypte en 2014 sur la construction d'une centrale à El-Dabaa (sur prêt russe de 25

³⁶ A. Saaf, *op. cit.*, p. 16. Rosneft a signé en février 2017 un mémorandum de coopération avec la National Oil Corporation (Sanalla).

³⁷ « Russias' Nuclear Energy Diplomacy in the Middle East: Why the EU Should Take Notice », *European Policy Centre Policy Briefs*, 21 février 2017, p. 2.

³⁸ I. Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, *op. cit.*, p. 97.

³⁹ Pour de plus amples détails, voir M. Giuli, *op. cit.*

milliards de \$, à des conditions avantageuses pour la partie égyptienne). Rosatom, qui a signé un mémorandum d'entente avec l'autorité algérienne en charge de l'énergie atomique (2014), travaille sur des projets en Turquie (accord de 2010 sur la construction d'une centrale à Akkuyu) et en Jordanie (centrale de Qasr Amra, financée à 49 % par Rosatom⁴⁰). Un accord (2015) devrait donner lieu à des coopérations nucléaires avec l'Arabie saoudite ; de même avec les EAU (2012) ; la Tunisie (2016).

1.3.2 – Armement : l'effort infatigable de reconquête

L'URSS s'était imposée comme fournisseur majeur d'armement auprès de nombreux pays de la région – en particulier Algérie, Égypte, Libye, Irak, Syrie, Yémen⁴¹. En 2007, le responsable du Service fédéral pour la coopération militaro-technique (ventes d'armes et coopérations d'armement) annonçait : « Moscou revient dans la région arabe, à laquelle on n'a pas accordé l'attention voulue dans les années 1990 »⁴². Depuis les années 2000, la Russie a cherché à reconquérir ou développer les anciens marchés. Selon le même officiel russe, la région devait rapidement devenir comparable, en termes de volumes d'acquisitions d'armement russe, à l'Inde et à la Chine⁴³. La volonté de retour de la Russie dans la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient a en effet coïncidé avec son souci de diversifier les marchés pour les exportations d'armement (80 % des ventes d'armes étant orientées vers la Chine et l'Inde, et il s'agissait de pallier le tassement annoncé de ces deux marchés⁴⁴). La Russie a fait porter son « offensive » commerciale sur l'ensemble de la région – des partenaires anciens à des pays traditionnellement plus habitués à se fournir auprès des industriels occidentaux.

Les dettes syrienne (rabais de 73 % sur la dette totale en 2005) et algérienne (4,5 milliards de \$) ont été compensées partiellement par l'acquisition d'armement russe. L'annulation de la dette de la Libye en 2008 (à l'occasion de la visite de Vladimir Poutine à Tripoli ; 4,5 milliards de dollars) devait elle aussi s'articuler avec la relance des exportations d'armement russe dans le pays : des accords de coopération dans différents domaines avaient été signés à l'occasion de cette même visite pour un montant de 10 milliards de \$, dont environ 4 milliards pour des contrats d'armement. Si la dimension idéologique qui prévalait durant la Guerre froide, amenant la Russie à faire don ou vendre à

⁴⁰ *Ibid*, p. 2.

⁴¹ Entre 1983 et 1990, les ventes d'armes de l'URSS à la région auraient atteint un montant global de 55 milliards de \$ (Vladimir Frolov, « The Benefits of Multilateralism », *Russia Profile*, n° 8, vol. 3, octobre 2006, p. 40).

⁴² « Russia 'Regaining Positions' on Mideast Arms Markets – Official », RIA Novosti, 19 février 2007.

⁴³ « Russia's Portfolio of Orders for Arms Exports Reaches \$30Bln – Official », Interfax-AVN, 27 février 2007.

⁴⁴ En parallèle, la Russie recherchait également des opportunités commerciales en Amérique latine et en Asie du sud-est.

tarifs privilégiés des armements à ses relais régionaux, a disparu, la promotion des armements comporte néanmoins une dimension politique – les liens dans ce domaine permettant d'espérer l'établissement de relations politiques plus denses à terme⁴⁵.

Les objectifs ont été plus ou moins atteints en termes globaux, puisqu'aujourd'hui la zone Moyen-Orient / Afrique du Nord est la deuxième région d'exportation (17,8 % du total des exportations sur la période 2000-2016) après l'Asie⁴⁶. Les anciens partenaires de l'URSS ont toutefois été moins difficiles à convaincre que les marchés traditionnellement captifs des fournisseurs occidentaux. Dès 2006, l'Algérie, qui entre 2000 et 2016 a compté pour plus de la moitié des exportations russes dans la région, devenait le troisième importateur d'armement russe après la Chine et l'Inde avec la signature en mars, après trois ans de négociation, de contrats d'armement d'un montant de quelque 7,5 milliards de dollars (pendant la Guerre froide l'URSS a fourni jusqu'à près de 80 % de l'équipement de l'armée algérienne). L'Égypte figure sur la liste des clients importants de l'industrie d'armement russe, *a fortiori* après l'arrivée au pouvoir du général Sissi en 2013 ; tout ou partie des accords conclus (hélicoptères militaires, MiG-29, missiles anti-chars...) sera financé par de l'argent saoudien et émirati ; des accords de moindre envergure avaient été signés avant, à partir de 2005. La Russie a fourni des hélicoptères, des systèmes anti-aériens, des chasseurs Su-25 de seconde main à l'Irak et escompte un développement de cette relation d'armement. Selon un récent rapport de Chatham House, les ventes d'armes russes à la région se répartissent comme suit : Irak, Syrie, Égypte : chacun 1,4 % des exportations d'armement de la Russie, Yémen : 1,2 %, Algérie : 9,1 %, Iran : 2 %⁴⁷, EAU : 0,7 %⁴⁸.

Des considérations politiques contraignent la Russie à procéder à de fins dosages. Ses relations d'armement avec l'Iran et la Syrie prennent en compte les sensibilités d'Israël à ce sujet. L'importance des liens entre Moscou et Téhéran constitue *a priori* un frein (supplémentaire) aux coopérations d'armement entre l'Arabie saoudite et la Russie. Cependant, supposent des spécialistes russes, « *Moscou pourrait se montrer plus ouverte à armer des États du Golfe plus petits qui ne peuvent seuls être vus comme une menace pour l'Iran* »⁴⁹. À cet égard, les transactions intervenues et envisagées entre les industriels russes et les EAU sont sans doute à relever⁵⁰.

⁴⁵ Isabelle Facon, « La Russie et les redéfinitions du monde arabo-musulman. Perceptions, intérêts et risques », *Annuaire français de relations internationales*, 2014, p. 628.

⁴⁶ Richard Connolly, Cecilie Sendstad, *Russia's Role as an Arms Exporter. The Strategic Importance of Arms Exports for Russia*, Russia and Eurasia Programme, RIIA, mars 2017, p. 17.

⁴⁷ Pour de plus amples détails sur la coopération militaro-technique russo-iranienne, voir I. Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, *op. cit.*, pp. 38-41.

⁴⁸ R. Connolly, C. Sendstad, *op. cit.*, p. 17.

⁴⁹ D. Trenin, *op. cit.*

⁵⁰ « From Moscow with Weapons: UAE-Russia Sign Anti-Armour Missile Deal », www.alaraby.co.uk, 21 février 2017.

Pour se crédibiliser comme fournisseur d'armement peu perméable aux pressions internationales, la Russie n'a pas renoncé à la réalisation des contrats d'armement passés avec la Syrie avant le début de la guerre civile. Par ailleurs, l'opération militaire russe en Syrie n'était pas dénuée d'arrière-pensées commerciales, puisque les forces russes y ont opéré un certain nombre d'équipements susceptibles de susciter l'intérêt des pays de la région, dans laquelle la Russie compte pour 18,3 % de l'ensemble des ventes d'armes⁵¹. Cela constitue un signe que la Russie considère que les équilibres géopolitiques régionaux étant hautement fluctuants, de nouvelles opportunités pourraient se matérialiser.

⁵¹ R. Connolly, C. Sendstad, *op. cit.*, p. 17.

2 – Les nouveaux leviers de la Russie

« La Russie continuera d'apporter une contribution considérable à la stabilisation de la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de soutenir les efforts **collectifs** visant à neutraliser les menaces représentées par les groupes terroristes internationaux, de suivre une politique cohérente visant au règlement politique et diplomatique des conflits dans les pays de la région », annonce le nouveau Concept de politique étrangère de la Russie (novembre 2016)⁵². Certes, le recours au terme « collectif » renvoie au réalisme de la Russie, qui prend en considération la complexité des relations régionales, leur volatilité, et ne se pose pas, loin s'en faut, en puissance hégémonique dans la zone. Cependant, il semble clair que l'intensité de l'engagement militaire et diplomatique russe tel qu'il s'est réalisé en Syrie augure une implication qui, pour être prudente, sera moins en filigrane que ce qu'avait pratiqué Moscou dans l'avant-printemps arabe. Le positionnement de Moscou en Libye, par exemple, semble aller dans ce sens d'une Russie qui entend s'investir davantage à l'échelle régionale, se doter d'une influence plus ample sur le cours des choses en capitalisant sur les « acquis » de sa politique en Syrie réalisés sur fond de recul – peut-être momentané – des États-Unis dans la région. Si une diplomatie active demeure le levier principal de cette approche, elle repose désormais sur l'affichage d'une disposition à s'appuyer sur la force militaire.

2.1 – La mobilisation dosée des outils militaires

Dans la vision de Vladimir Poutine, la détention d'une force militaire conventionnelle crédible et la démonstration d'une détermination à l'utiliser pour défendre des intérêts majeurs constituent la condition indispensable de l'autorité internationale d'un État. Dans la région considérée, cette approche s'est matérialisée, avant même l'intervention militaire en Syrie, par la décision de rétablir une présence navale permanente en Méditerranée (effective depuis 2013). L'ampleur de cette présence (une dizaine de bâtiments, sous la responsabilité de la flotte de la mer Noire, avec pour zone d'action le bassin méditerranéen, la mer Rouge et la corne de l'Afrique) n'a certes rien à voir avec celle des déploiements soviétiques de la Guerre froide. Le déploiement du porte-avions *Admiral Kouznetsov* en Méditerranée orientale, en octobre 2016, a néanmoins fait son effet.

Si son intervention militaire en Syrie visait prioritairement à tirer Bachar Al-Assad de sa mauvaise passe militaire et stratégique, elle était sous-tendue par d'autres paramètres.

⁵² Le document souligne aussi que Moscou poursuivra « le développement de ses relations bilatérales avec les États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, notamment à l'aide du mécanisme de coopération des ministres des affaires étrangères dans le cadre du Forum russo-arabe de coopération, et de maintenir son dialogue stratégique avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe » ainsi que la valorisation des « possibilités offertes par son statut d'observateur au sein de l'Organisation de la coopération islamique ».

Parmi eux, la volonté de Moscou de « démontrer à quel point elle a développé ses capacités militaires »⁵³ dans le but non seulement d'envoyer des messages aux pays occidentaux, avec lesquels les relations sont au plus bas depuis 2014, mais aussi de conforter sa réputation auprès des États de la région. Il semble en effet que les autorités russes estiment que cela peut crédibiliser la Russie auprès de pays qui respectent l'image de « l'homme fort » que cette opération a conférée au président Poutine⁵⁴. Compte tenu de l'importance de ces objectifs cumulés (auxquels il faut ajouter l'effet de publicité pour les armements russes et un « plus » en matière d'entraînement pour les forces armées), le rapport coût-efficacité de l'intervention en Syrie est jugé très acceptable par le Kremlin. Dans le même temps, l'implication militaire russe a été dosée de telle sorte d'éviter à la Russie l'enlèvement que beaucoup lui ont prédit. Ainsi, les frappes aériennes constituent l'essentiel de l'intervention de l'armée russe ; au sol la Russie s'est satisfaite d'une présence minimale de forces spéciales (plusieurs centaines d'hommes probablement) qui instruisent les forces syriennes et protègent des infrastructures sensibles type pipelines⁵⁵.

Dans une perspective de plus long terme, la Russie va développer sa présence militaire en Syrie, qui devrait devenir le point central du rayonnement géopolitique russe dans une zone d'autant plus essentielle que les Russes l'appréhendent dans une logique de continuum mer Noire/Méditerranée. Cela signale son intention de continuer à peser sur un mode « dosé » mais permanent dans une région en pleine recomposition. « *Quand vous voyez les activités des Russes dans le port de Tartous, vous comprenez que ce n'est pas l'activité de quelqu'un qui a l'intention de faire ses bagages et de partir demain matin* », estime le chef d'état-major de la marine israélienne, expliquant que cela influence d'ores et déjà la manière dont cette dernière opère dans la région⁵⁶. Les installations de Tartous, au terme d'un accord russo-syrien prolongeant la présence russe de 49 ans, seront étendues pour permettre l'accueil d'un plus grand nombre de bâtiments (Il simultanément, même si les autorités russes jugent un tel déploiement inutile) dans ce qui va devenir une base navale à part entière. Moscou a par ailleurs annoncé son intention de pérenniser la présence des forces aérospatiales russes sur la base aérienne d'Hmeimim⁵⁷. Par ce renforcement, s'inscrivant dans le long terme, de sa présence militaire en Syrie, « couverte » par des systèmes S-300 (Tartous) et S-400 (Hmeimim), Moscou oblige les pays de la région et les puissances qui y ont des intérêts à intégrer le « paramètre russe » dans leurs calculs.

⁵³ Remarque de Thomas Gomart, directeur de l'IFRI, cité in Isabelle Lasserre, « Quel est le bilan de l'intervention russe en Syrie ? », *Le Figaro*, 19 mars 2017.

⁵⁴ Igor Delanoë, intervention lors de la conférence « Les relations extérieures de la Russie », *op. cit.*

⁵⁵ Y. Barmin, cité in M.-N. Tannous, *op. cit.*, p. 9. Ce dernier précise que la Russie est également présente sur le terrain via des membres de sociétés de sécurité privées engagés par le gouvernement russe ou le gouvernement syrien pour la protection de VIP ou celle d'infrastructures critiques.

⁵⁶ « Israel Navy Official: Russia is Here to Stay in the Region », *The Jerusalem Post*, 20 mars 2017.

⁵⁷ « Russia to Transform Syria Airbase into 'Permanent Military Facility' », *The New Arab*, 11 août 2016.

En l'état actuel des choses, la Russie, tout en cherchant sans doute à jouer un rôle diplomatique de premier plan, ne semble pas prête à s'engager aussi directement (militairement) en Libye qu'en Syrie. Cela peut tenir à différents facteurs – incertitudes quant à l'évolution de la relation avec l'administration Trump, contraintes logistiques, « préférences » de l'Égypte⁵⁸, difficulté d'envisager, sur fond de crise économique en Russie, une nouvelle intervention militaire alors que les sondages d'opinion tendent à montrer que les Russes sont lassés de la « séquence guerrière » qu'ils vivent depuis 2014... Il est cependant impossible d'exclure que la Russie veuille fournir une aide militaire plus appuyée au « maréchal » Haftar. Début 2017, à la suite d'une rencontre entre ce dernier et une délégation militaire russe à Tobrouk, des informations ont circulé sur l'imminence d'un accord de coopération militaire prenant la forme d'instruction des forces du « maréchal » par des militaires russes (à Tobrouk, Benghazi, à bord de bâtiments russes...) ⁵⁹. Plus tard, en mars, la question se posait de savoir si la Russie avait déployé des forces spéciales (et des drones) en Égypte, à la frontière avec la Libye (démenti par les Russes et les Égyptiens)⁶⁰. En outre, la Russie, qui a déjà accueilli des membres de l'ANL pour traitement médical, semble rechercher la levée de l'embargo de l'ONU sur les armes à la Libye⁶¹. En mars, le ministère russe des Affaires étrangères n'excluait pas d'entraîner l'armée libyenne si une telle requête lui était faite⁶². Certains responsables européens n'excluent pas des ambitions plus amples de Moscou en Libye, en évoquant « *le rêve des Russes ... d'avoir des bases en Méditerranée* »⁶³ (certains parlent à cet égard d'une « option Tobrouk »⁶⁴).

⁵⁸ Moscou semble en effet adosser ses initiatives à la médiation égyptienne pour la réconciliation intra-libyenne (Igor Delanoë, intervention lors de la conférence « Les relations extérieures de la Russie », *op. cit.*).

⁵⁹ « Libye : l'accord entre Moscou et le maréchal Haftar bientôt en vigueur », RFI, 13 janvier 2017 ; « Is Russia Set to Train Libyan Strongman Haftar 's Troops? », *The New Arab*, 16 janvier 2017. Parmi les autres modes d'action prêtés à la Russie – des services de réparation et d'entretien de matériels militaires, déminage, etc. Mais certains les attribuent à des sociétés privées russes (Wolfgang Puzstai, « The Haftar-Russia Link and the Military Plan of the LNA », www.ispionline.it, 2 février 2017).

⁶⁰ Voir notamment Alec Luhn / Reuters, « Russian Special Forces Sent to Back Renegade Libyan General – Reports », *The Guardian*, 14 mars 2017.

⁶¹ Selon certains observateurs, des équipements russes passeraient via des États tiers (W. Puzstai, *op. cit.*).

⁶² « Russia to Consider Possibility of Helping Train Libyan Military in Case of Receiving such Request – Russian Foreign Ministry », Interfax-AVN, 16 mars 2017.

⁶³ Jacopo Barigazzi, David M. Herszenhorn, *op. cit.*

⁶⁴ W. Puzstai, *op. cit.* On rappellera ici que Chypre autorise le séjour de navires de guerres russes dans le port de Limassol.

2.2 – Le jeu multivectoriel de la Russie

Au-delà de ses opérations militaires en Syrie à partir de septembre 2015, la Russie a surpris la communauté internationale par sa capacité à parler avec plusieurs acteurs majeurs du dossier syrien, y compris les acteurs non étatiques, tels les Kurdes⁶⁵, ce qui a considérablement contribué au fait qu'elle est parvenue à s'imposer en médiateur incontournable. Cette approche reflète celle poursuivie d'une manière générale dans la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient : aucune relation n'est exclue, y compris avec le Hamas, le Fatah, ou encore les Kurdes d'Irak, une approche conçue comme devant élargir les marges de manœuvre russes. Si l'héritage de la période soviétique favorise le développement de certaines relations, il ne les rend pas exclusives. Ainsi, dès 2001, le président Poutine a signé un accord de partenariat stratégique avec son homologue algérien. Mais cela n'a pas empêché Moscou de développer par la suite des coopérations avec le Maroc, qui d'ailleurs a toujours maintenu des relations avec Moscou, et la Tunisie, dans une autre mesure. Au Moyen-Orient, le partenariat avec l'Iran a atteint un niveau sans précédent. En quatre ans (2013-2017), les présidents Poutine et Rohani se sont rencontrés à huit reprises – la dernière en date étant la première rencontre bilatérale entre les deux hommes. Téhéran a autorisé la Russie à utiliser temporairement la base de Nojeh pour ses frappes en Syrie. Cette proximité russo-iranienne accrue n'a pas empêché les liens Russie-Israël de devenir un paramètre important de la politique régionale du Kremlin, ce à quoi a bien sûr contribué le poids démographique et politique des citoyens israéliens d'origine soviétique. Les contacts se sont faits particulièrement intenses dans le contexte de l'intervention militaire russe en Syrie⁶⁶, et le gouvernement russe se montrerait attentif aux préoccupations des Israéliens quant à l'avenir de la présence du Hezbollah et de l'influence militaire iranienne en Syrie⁶⁷. Considérant que le dialogue est préférable à la tension et à la récrimination, la Russie recherche des relations pragmatiques avec l'Arabie saoudite – les deux pays se montrant enclins à compartimenter les dossiers qui composent leur relation bilatérale.

La Russie se montre ainsi fidèle à sa nouvelle politique extérieure, qui recherche une diversification des relations dans toutes les régions. Dans la zone concernée, cet effort tient aussi à la conscience du fait que les réseaux hérités de la période soviétique se sont

⁶⁵ Les Russes veulent voir participer au prochain round de discussions de Genève la branche politique de l'YPG, le Parti de l'union démocratique (« Ankara's Syrian Plan Falsters as Moscow Sets Up in Afrin », *Al Monitor*, 22 mars 2017). En février 2016, les Kurdes syriens ont ouvert un bureau à Moscou.

⁶⁶ Ainsi Israël n'a pas ouvertement critiqué les opérations militaires russes et fait silence sur les fournitures d'armes légères russes au Hezbollah en Syrie, tandis que Moscou a à plus d'une reprise « laissé faire » des frappes aériennes israéliennes contre des cibles Hezbollah en Syrie (dépôts ou convois d'armements ; Jonathan Marcus, « Putin and Netanyahu: A Complex Diplomatic Dance », www.bbc.com, 9 mars 2017) – ce alors même qu'il semble qu'il y ait en Syrie une bonne coordination entre les forces russes et le Hezbollah (Y. Barmin, cité in M.-N. Tannous, *op. cit.*, p. 11).

⁶⁷ Igor Delanoë, « Moscou, ville d'Orient », obsfr.ru, 20 mars 2017.

tout de même fortement érodés dans les années 1990, mais aussi à l'instabilité grandissante dans la zone, *a fortiori* depuis les printemps arabes, invitant le Kremlin à faire preuve de flexibilité pour ne fermer aucune option en cas d'évolution des situations politiques.

Dans ce cadre, Moscou a aussi su ressentir l'opportunité que représente pour elle la perception répandue à l'échelle régionale d'une « confusion » des puissances occidentales (« lâchage » de Moubarak, lignes rouges non suivies d'effets en Syrie, tendance au désengagement régional des États-Unis...) : Moscou n'a ainsi pas hésité à mobiliser à son avantage les déceptions ou la perplexité créées par les politiques des pays occidentaux. C'est en partie ce qui explique la progression des relations avec l'Égypte qui, après le coup d'état militaire de 2013, cherche à poursuivre une politique étrangère plus indépendante⁶⁸. Malgré les fortes ambiguïtés qui obèreront durablement les rapports russo-turcs (à commencer par la question kurde⁶⁹), la Turquie et la Russie continuent à partager un fort ressentiment vis-à-vis des Occidentaux. Après la tentative de putsch en Turquie, le soutien exprimé immédiatement par Moscou aux « autorités légitimes » quand les capitales occidentales faisaient part de leur réserve quant aux répressions engagées par le régime turc a achevé de dissiper la crise déclenchée par l'épisode du Su-24 abattu par les forces turques. La Russie sait aussi que son lien avec Téhéran profite indirectement de la méfiance de ce dernier à l'égard des puissances occidentales. Le pragmatisme observé dans la relation Russie / Arabie saoudite n'est pas sans lien avec le souci de Ryad de diversifier sa politique extérieure alors que s'effectue depuis plusieurs années une recomposition de ses rapports avec Washington. Les accords d'armement avec l'Irak soulignent la volonté de Bagdad d'accentuer l'indépendance de sa politique par rapport à Washington⁷⁰. Dans le Maghreb également, bien que les choses s'expriment sur un mode moins « sévère » à l'égard des pays occidentaux, « le projet russe trouve un environnement favorable, en raison du besoin ressenti par ces pays d'un monde multipolaire, de meilleur équilibre »⁷¹ (et... de leur calcul qu'un rapprochement avec Moscou peut désormais constituer une carte dans les relations avec les pays de l'UE et les États-Unis dans un contexte mouvant⁷²). Cette circonstance a notamment favorisé le développement récent des relations russo-marocaines et, dans une moindre mesure, russo-tunisiennes. D'une

⁶⁸ Le président Sissi a réservé à Moscou, non à Washington, sa première visite internationale en dehors de la région (août 2014). La coopération entre les deux pays couvre désormais un vaste champ – armement, anti-terrorisme, exercices militaires conjoints (avec en 2015 le premier exercice naval conjoint dans la période post-soviétique), accueil d'officiers égyptiens dans les écoles militaires russes, lutte contre la piraterie maritime, coopération nucléaire, énergie...

⁶⁹ Parmi les récents développements, on notera que le ministère russe de la Défense a annoncé avoir déployé des effectifs à Afrine (une centaine selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme) pour éviter des affrontements entre Kurdes et forces pro-turques (« Russian Defense Ministry Rejects Reports that Moscow Setting up Military Base to Train Kurds in North-Western Syria », Interfax-AVN, 20 mars 2017 ; « Russian Military, Kurds Plan to Open New Centers in Northern Syria – Kurdistan National Congress », Interfax-AVN, 21 mars 2017).

⁷⁰ I. Delanoë, *Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient*, op. cit., p. 37.

⁷¹ A. Saaf, op. cit., p. 6.

⁷² T. Schumacher, C. Nitou, op. cit.

manière générale, la Russie joue sur une corde sensible dans l'ensemble de la zone lorsqu'elle affirme que sa politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sera toujours menée « *sur la base du respect de [la] souveraineté [des États] et de leur intégrité territoriale, ainsi que de leur droit de décider eux-mêmes de leur sort sans aucune ingérence extérieure* » (Concept de politique étrangère).

2.3 – Bilan et perspectives début 2017

La politique russe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord de ces dernières années est une histoire faite d'opportunités saisies – alors que le retour engagé depuis le milieu de la décennie 2000 était assez lent et que certaines de ses réalisations ou potentialités avaient été compromises par les printemps arabes (notamment en Libye). Moscou a su s'imposer dans un paysage régional en pleine recomposition en agissant rapidement et tous azimuts sur le plan diplomatique et en soutenant cet « activisme politique » par un déploiement encore modeste mais visible de ses instruments militaires. Dans ce cadre, les motivations sont nombreuses. La volonté d'interrompre ce que Moscou, après la guerre d'Irak et l'élimination de Kadhafi en 2011, voit comme une suite de *regime changes* au détriment de ses intérêts géopolitiques et économiques n'est pas la moindre. Il s'agit aussi pour la Russie d'apparaître plus forte que l'Occident le dit et que sa situation interne – notamment économique – le suggère. Des experts russes ne cachent ainsi pas leur satisfaction face à une « *nouvelle réalité, une réalité dans laquelle les États-Unis et l'UE sont désormais assis derrière la Russie, la Turquie, et l'Iran* »⁷³. Et les autorités russes souhaitent visiblement se doter de leviers d'influence sur l'UE en travaillant à obtenir des gains dans son voisinage méridional, en particulier par son positionnement en Libye. A cet égard, un certain esprit de revanche n'est probablement pas à exclure (suite à la « trahison » qu'aurait représentée, selon les dirigeants russes, l'opération de l'OTAN en Libye en 2014, par rapport aux visées géopolitiques perçues de l'UE dans le voisinage de la Russie...). Ces motivations s'ajoutent à celles qui portent sur le souci de Moscou de développer des liens auprès de l'ensemble des acteurs afin d'obtenir information et leviers d'action sur une zone dont elle considère que l'évolution peut impacter sa sécurité et celle de ses alliés, notamment centrasiatiques. Ce paramètre impose, du point de vue du Kremlin, un effort s'ancrant dans le long terme. Dans ce cadre, la Syrie, appelée à abriter une présence militaire russe permanente plus importante, semble devoir demeurer le principal point d'entrée de la politique régionale de la Russie.

Alors que sa présence tous azimuts frappe d'autant plus les esprits qu'elle tranche avec la quasi-absence de Moscou dans les quinze ans qui ont suivi la fin de la Guerre froide, la Russie ne revendique visiblement pas un quelconque *leadership* régional. La zone Afrique du Nord / Moyen-Orient semble même assez périphérique dans la politique

⁷³ Alexey Khlebnikov, « Changing Dynamics in the Syrian Crisis », *Tel Aviv Notes*, vol. 11, n° 6, 30 mars 2017.

extérieure russe, comme le suggère l'ordre des priorités régionales affiché dans le nouveau Concept de politique étrangère remanié fin novembre 2016. Ainsi, « la situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » arrive après les États membres de la Communauté des États indépendants, la « région euro-atlantique » (OTAN, UE, Conseil de l'Europe, OSCE, États-Unis, Canada), l'Arctique, l'Antarctique, l'Asie-Pacifique...⁷⁴ Seuls deux États (Syrie, Iran) font l'objet d'un développement individuel – et d'une manière qui porte moins sur leur rapport bilatéral avec la Russie que sur des processus multilatéraux les concernant (règlement politique en Syrie, et mise en œuvre de l'accord sur le nucléaire iranien).

Cela confirme que la politique régionale de la Russie demeure avant tout un instrument au service de la réalisation d'ambitions plus larges dans son agenda de politique extérieure et de sécurité. En témoigne peut-être ce qui reste une empreinte économique régionale encore modeste. Les puissances régionales, tout en prenant en considération dans leurs calculs la Russie renforcée, en sont conscientes. Celles-ci sont d'ailleurs parfois à l'origine des rapprochements. Ainsi, le réchauffement des liens avec l'Algérie n'aurait pas été possible si le régime algérien n'avait pas eu besoin de relégitimation internationale au sortir de la période de violence des années 1990. Dans le cas de l'Égypte, le rapprochement s'explique aussi par la volonté du Caire de jouer de la conflictualité russo-américaine pour en tirer un maximum de dividendes dans un contexte où il lui faut pallier la position très réservée des pays occidentaux à l'égard du régime du président Sissi. Les acteurs régionaux font d'autant plus leur jeu propre que, en dépit de la crédibilité politique et militaire retrouvée des Russes sur la scène régionale, ils « sont perçus comme des étrangers au Moyen-Orient »⁷⁵. Pour expliquer ce fait, un expert cite quelques exemples, dont la dimension sécularisante du projet de constitution proposé pour la Syrie par Moscou dans le cadre du format Astana⁷⁶, guère appréciée dans la région (par exemple par la Turquie). Le même spécialiste évoque aussi les traces laissées dans les mémoires par les « guerres russes contre l'Islam » (Afghanistan, Tchétchénie, Alep)⁷⁷.

Le jeu multivectoriel pratiqué par Moscou, qui se veut une force et sans doute une sauvegarde dans une zone particulièrement instable et conflictuelle, contribue encore à brouiller son image. En Syrie, comment aménager les relations avec Téhéran alors que les monarchies du Golfe et, surtout, Israël vont chercher à obtenir de Moscou des gages qu'elle aidera à contenir l'influence régionale de l'Iran ? Ils seraient nombreux, en Iran, à

⁷⁴ Et avant l'Amérique latine et l'Afrique, qui ne font l'objet que d'un paragraphe chacun.

⁷⁵ Igor Delanoë, intervention lors de la conférence « Les relations extérieures de la Russie », *op. cit.*

⁷⁶ Le Concept de politique étrangère russe indique que « la Russie soutient l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne en tant qu'État laïc, démocratique et pluraliste où tous les groupes ethniques et confessionnels peuvent vivre en paix et en sécurité et bénéficier de droits et opportunités égaux ».

⁷⁷ Igor Delanoë, intervention lors de la conférence « Les relations extérieures de la Russie », *op. cit.*

considérer, à l'instar de l'ancien porte-parole de l'ex-président iranien Mohammed Khatami, Abdollah Ramezanzadeh, que les Russes ne sont pas fiables et sont susceptibles de « *vous poignarder dans le dos* »⁷⁸. Beaucoup de ses « nouvelles » relations régionales – qu'il s'agisse de la Turquie, de l'Arabie saoudite... – reposent sur des bases fragiles, et en tout cas pas sur une véritable confiance. Le succès n'est pas toujours au rendez-vous, comme en a témoigné l'issue mitigée de la conférence à Astana en mars 2017...

Un paramètre important de l'évolution de l'influence régionale russe résidera dans la possibilité que la région devienne le champ d'un « deal » entre Moscou et l'administration Trump, sans doute au nom de la lutte contre le terrorisme international. Trop d'inconnues pèsent en mars 2017 pour qu'il soit possible d'apporter une réponse catégorique à cette question. Pour l'heure, les circonstances politiques à Washington empêchent les choses d'avancer – la Russie étant au cœur des enjeux qui mettent en cause la légitimité du pouvoir de Donald Trump. D'ailleurs, le scepticisme s'installe à Moscou, où l'on constate que le nouveau conseiller de Trump à la sécurité nationale, H.R. McMaster, « *n'est pas l'avocat fervent de la guerre totale contre l'islam radical* » qu'était son éphémère prédécesseur Flynn, et que « *cela limite les chances d'une détente* »⁷⁹. La position sur l'Iran de l'administration Trump (qui sera sans doute soucieuse de limiter l'influence iranienne en Syrie) pourrait compliquer les choses – d'autant que la Russie est attachée au JCPOA, que Donald Trump a critiqué à plus d'une reprise⁸⁰.

Par ailleurs, le rayonnement futur de la Russie dans la région sera également bridé par le fait qu'elle n'est pas économiquement bien armée pour faire face à ce qu'elle considère comme le vrai problème stratégique dans la région, à savoir la faiblesse des structures étatiques. De fait, la Russie ne pourra assumer une part importante du coût de la reconstruction des pays de la région, ce qui contraindra sans doute son poids relatif.

⁷⁸ « Poutine reçoit Rohani : une rencontre et de vrais enjeux », *L'Orient-Le-Jour*, 30 mars 2017.

⁷⁹ Matthew Bodner, « Trump's New National Security Adviser Is No Friend of Russia's », *Moscow Times*, 21 février 2017.

⁸⁰ Des responsables militaires américains ont pu exprimer leur préoccupation quant au jeu russe en Libye (A. Luhn / Reuters, *op. cit.*).